

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE



CERTIFICAT DE CONFORMITE DE L'EIES N° 001641/MEFMEPCPAT/SG/DGEPN

Projet de réalisation de la dorsale à la fibre optique d'Afrique Centrale (CAB)-Composante Gabon par la CNTIPPEE

Le Ministre des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan Climat et du Plan d'Affectation des Terres,

Vu la loi n° 007/2014 du 1^{er} Août 2014 relative à la protection de l'environnement en République Gabonaise;
Vu le décret n° 539/PR/MEFEPEPN du 15 juillet 2005, portant étude d'impact sur l'environnement;
Vu le rapport de l'étude d'impact sur l'environnement en rapport avec le projet de réalisation de la dorsale à la fibre optique d'Afrique Centrale (CAB)-Composante Gabon par la CNTIPPEE.

CERTIFIE

Article 1er : Conformément aux dispositions de l'article 30 de la loi n° 007/2014 du 1^{er} août 2014 relative à la protection de l'environnement, l'étude d'impact sur l'environnement relative au projet de réalisation de la dorsale à la fibre optique d'Afrique Centrale (CAB)-Composante Gabon par la CNTIPPEE, a été reçue dans les formes requises par le décret n° 539/PR/MEFEPEPN du 15 juillet 2005, réglementant les études d'impact sur l'environnement.

Article 2 : Le présent certificat tient lieu d'approbation de l'Administration pour le projet ayant donné lieu au rapport d'étude d'impact sur l'environnement et copie sera adressée à l'Agence Nationale des Infrastructures Numériques et des Fréquences.

Article 3 : Il est fait obligation à la CNTIPPEE de mettre en œuvre le plan de gestion environnementale et sociale (PGES) de ce projet qui tient lieu des prescriptions techniques.

Article 4 : La CNTIPPEE est tenue de faire parvenir à la Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature, trois (3) mois après signature du certificat, le plan d'action relatif à la mise en œuvre des prescriptions techniques.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi n° 007/2014 du 1^{er} août 2014 relative à la protection de l'environnement, un contrôle régulier des prescriptions prévues à l'article 3 ci-dessus sera effectué par les Services de la Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature.

Article 6 : Le présent certificat peut être suspendu ou retiré, sur rapport de l'Administration de l'Environnement, en cas de non respect des prescriptions techniques contenues dans le PGES.

Article 7 : Le présent certificat, qui n'exonère pas la CNTIPPEE de toute responsabilité lors de la mise en œuvre du PGES, lui est délivré pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Libreville, le 10 Mars 2019

Pour LE MINISTRE et par Délégué
Le Directeur Général l'Environnement et de la Protection de la Nature

